CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 30 juin 2025

Le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni lundi 30 juin 2025, à 18h00, à la mairie, sous la présidence de Louis TEYSSIER, maire.

Étaient présent.es : Françoise BILLON, Marie GRANDAZZI, Thierry LEGABLIER, Gérald LEMONNIER, Pauline MARTIN, Catherine POSTEL, Valérie RENOUF, Guillaume THOUROUDE, Jacky VAYER.

Absences excusées : Mélanie DAUVIN (procuration à Gérald LEMONNIER), Christian GOUX (procuration à Guillaume THOUROUDE), Lucie LEBRUN (procuration à Valérie RENOUF), Thierry MOURLON (procuration à Louis TEYSSIER), Guillaume QUETIER, Ollia TOUGOUCHE (procuration à Jacky VAYER).

Absences non excusées : Claude BOSQUET, Antoine HAUDIQUER, Carole SCOLAN.

I. Désignation du secrétaire

Gérald LEMONNIER a été désigné secrétaire.

II. Compte rendu du conseil municipal du 22 mai 2025

Il est approuvé à l'unanimité.

III. Rapport de la commission travaux/urbanisme/assainissement du 17 juin

Guillaume THOUROUDE présente le rapport de la commission, dont l'ordre du jour concernait des demandes de certificats d'urbanisme pour des lotissements ou de permis de construire des appartements dans un bâtiment existant.

Ces différents projets permettraient la création de nouveaux logements. Mais, la commission a dû émettre un avis défavorable sur 2 d'entre eux, pour des questions de sécurité et d'accès (selon avis de l'agence technique départementale), et/ou de desserte en eau potable.

Pour 2 autres projets, la commission demande une modification des accès (sorties uniques pour tous les lots).

Le conseil municipal prend acte des avis de la commission urbanisme sur ces dossiers.

Demande mise en place de panneaux d'affichage

La commission émet un avis défavorable à la demande.

Elle concerne un affichage sur les abords de la RD 651. Le département n'autorise pas ce genre d'installation.

Concernant le second panneau, à l'entrée de la zone conchylicole, la commission indique que l'affichage déjà en place n'est pas autorisé. La commission souhaite qu'une signalétique harmonisée, de même type que celle installée au giratoire de la Louverie.

Il est indiqué qu'une réflexion est engagée et des propositions seront faites prochainement pour encadrer à minima l'affichage, en attendant l'application du règlement local de publicité intercommunal (RLPI). Les commissions aménagement de l'espace et développement durable seront conviées rapidement.

IV. Projets d'extension des réseaux d'éclairage public

Extension réseau éclairage public rue de la Houle

Le maire-adjoint présente l'estimation pour l'extension du réseau d'éclairage public rue de la Houle, soit 31 200€ HT.

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche propose d'assurer la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Conformément au barème du SDEM50, la participation de la commune s'élèverait à environ 21 840€.

Le conseil municipal s'interroge sur le nombre de candélabres envisagés. Jacky VAYER confirme que le nombre et les emplacements des candélabres seront définis ultérieurement, en concertation avec le SDEM50.

Le conseil municipal,

après en avoir délibéré et à la majorité (1 vote contre : Catherine POSTEL et 1 abstention : Thierry LEGABLIER),

- décide la réalisation de l'aménagement du réseau d'éclairage public rue de la Houle, avec les réserves ci-dessus concernant le nombre de candélabres ;
- demande au SDEM50 que les travaux soient achevés pour le 31 mars 2026 ;
- accepte une participation de la commune de 21 840€ ;
- s'engage à porter les sommes nécessaires à l'ensemble du projet au budget communal ;
- s'engage à rembourser les frais engagés par le SDEM50 si aucune suite n'est donnée au projet ;
- donne pouvoir au maire pour signer tous documents relatifs à cette affaire.

Extension réseau éclairage public chemin des longs champs

Le maire-adjoint présente l'estimation pour l'extension du réseau d'éclairage public chemin des longs champs, soit 23 800€ HT.

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche propose d'assurer la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Conformément au barème du SDEM50, la participation de la commune s'élèverait à environ 16 660€.

Le conseil municipal s'interroge sur le nombre de candélabres envisagés. Jacky VAYER confirme que le nombre et les emplacements des candélabres seront définis ultérieurement, en concertation avec le SDEM50.

Le conseil municipal,

après en avoir délibéré et à la majorité (1 vote contre : Catherine POSTEL et 1 abstention : Thierry LEGABLIER),

- décide la réalisation de l'aménagement du réseau d'éclairage public chemin des longs champs, avec les réserves ci-dessus concernant le nombre de candélabres ;

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du lundi 30 juin 2025

- demande au SDEM50 que les travaux soient achevés pour le 31 mars 2026 ;
- accepte une participation de la commune de 16 660€ ;
- s'engage à porter les sommes nécessaires à l'ensemble du projet au budget communal ;
- s'engage à rembourser les frais engagés par le SDEM50 si aucune suite n'est donnée au projet ;
- donne pouvoir au maire pour signer tous documents relatifs à cette affaire.

Extension réseau éclairage public chemin de l'amour

Le maire-adjoint présente l'estimation pour l'extension du réseau d'éclairage public chemin de l'Amour, soit 48 800€ HT, dont 34 160€ de participation communale.

Il rappelle que les travaux dans la ZA des Landelles ne sont toujours pas programmés (dans l'attente de l'accord de CARREFOUR) et que cette extension ne sera pas mise en œuvre si le projet de modification/rénovation de voirie n'aboutit pas.

Le conseil municipal décide différer sa décision, dans l'attente de l'évolution du projet.

**V. Reconstruction site route du Hutrel :
avenant 1 au contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage passé avec ASSYSTEM**

Il est rappelé que par délibération du 10 juillet 2024, la collectivité a décidé de confier à l'équipe ASSYSTEM, le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), dans le cadre du projet de reconstruction sur le site de l'ancienne cantine route du Hutrel et l'aménagement des espaces publics avoisinants.

Le marché était prévu initialement pour une durée de 10 mois, à compter de la date de sa notification, le 13 juillet 2024.

Les réflexions n'étant pas abouties sur ce dossier, il est proposé de prolonger le contrat jusqu'à la fin de l'année en cours, afin de permettre à l'AMO de finaliser sa mission, à savoir de livrer des pistes pré-opérationnelles et d'aider à la décision finale.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

décide de prolonger le contrat susvisé jusqu'au 31 décembre 2025 et autorise le maire à signer l'avenant correspondant.

**VI. Avenant 1 à la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage
avec la communauté de communes CMB pour l'aménagement du parking et du plateau sportif scolaires**

Par convention de délégation de maîtrise d'ouvrage en date du 15 juin 2017, la commune de Blainville-sur-mer a réalisé les travaux d'aménagement d'un parking scolaire et d'un plateau sportif scolaire pour le compte de Coutances mer et bocage.

Le montant des travaux était estimé à 100 000€ pour ces deux opérations subventionnées à hauteur de 33 %. Les résultats des analyses de sol réalisées en février 2018 ont préconisé la réalisation de travaux préparatoires et de plusieurs fondations non prévues initialement.

Ainsi, le montant définitif des travaux a été arrêté comme suit suite aux résultats des appels d'offres de janvier 2019 :

Plateau sportif scolaire	177 087,77€
Parking scolaire et voirie le desservant	220 510,22€
TOTAL	397 597,99€

Les subventions et le FCTVA perçus s'élèvent à :

Etat – DETR	70 000,00€
Conseil départemental - contrat territoire	27 000,00€
FCTVA	54 351,65€
TOTAL	151 351,65€

Un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage est nécessaire pour régulariser cette opération.

Initialement, le reste à charge de la communauté de communes était fixé à 86 667€.

Conformément à l'article L. 5214-16 du CGCT (alinéa V) qui prévoit que : "le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours", le fonds de concours de chaque collectivité est fixé à 50% du reste à charge, soit 123 123,17€.

Afin de régulariser la situation comptable, la commune de Blainville va procéder à l'annulation des écritures comptables relatives à cette opération afin de les sortir de son état de l'actif. De son côté, Coutances mer et bocage va procéder à l'intégration du bien dans son patrimoine.

Les crédits afférents ont été prévus au budget primitif 2025.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser le maire à :

- signer l'avenant n°1 à la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la communauté de communes Coutances mer et bocage ;
- effectuer les opérations comptables nécessaires.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, valide les propositions ci-dessus et autorise le maire à la signature de tous documents concernant cette affaire.

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du lundi 30 juin 2025

VII. Projet partenarial d'aménagement (PPA) : délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre des travaux de sécurisation – lot 1 du marché de travaux public : TRAVAUX POUR CONFORTEMENT DES DISPOSITIFS DE GESTION ACTIVE SOUPLE ET DE MISE EN DEFENS SUR LE SECTEUR DU BANC DU NORD A BLAINVILLE-SUR-MER

Dans le cadre du projet partenarial d'aménagement Entre deux Havres, Coutances mer et bocage et les trois communes signataires ont convenu d'un financement partenarial pour le déploiement d'une stratégie de gestion intégrée du trait de côte à l'échelle de la sous cellule de Blainville. Cela concerne l'action suivante :

Action 2.3 : Engager à court terme des mesures d'atténuation des aléas sur les sites concernés, en privilégiant des solutions innovantes et expérimentales, pour assurer leur maintien le temps de la recomposition.

Cette action porte sur la traduction opérationnelle de la stratégie gestion du trait de côte à l'échelle de la sous-cellule de Blainville-sur-mer, validée en juin 2024. Elle est déployée dès 2025 au travers de la réalisation de marchés de travaux publics.

Une première phase d'interventions douces, structurée en trois lots géographiques distincts est prévue à l'été 2025 :

- Lot 1 – Blainville-sur-mer – Flèche du Banc du Nord (attribué au conseil communautaire du 14/05/2025) : confortement des ouvrages de protection existants (pieux bois), création de fascines en pied de cordon dunaire, aménagement de casiers de ganivelles sur les zones dévégétalisées.
- Lot 2 – Gouville-sur-mer – Secteur rue du Beau Rivage : mise en défens temporaire des abords immédiats des zones à relocaliser, renforcement du stock sédimentaire par des ouvrages de fixation du sable (épis-pieux bois et fascines).
- Lot 3 – Agon-Coutainville – secteur Grand Herbet / La Poulette : Recalibrage du dispositif de ganivelles et création de nouvelles fascines sur les marges dunaires exposées à l'érosion, dans le cadre de la gestion active du cordon dunaire.

Compte tenu de la suppression de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France en 2025, le plan de financement prévisionnel prévu dans le cadre du contrat de projet partenarial d'aménagement « Entre deux Havres » est mis à jour tel que suit :

Action	Montant dépenses HT en €	Nature de la recette	Montant en €
Action 2.3 : Engager à court terme des mesures d'atténuation des aléas sur les sites concernés, en privilégiant des solutions innovantes et expérimentales, pour assurer leur maintien le temps de la recomposition	1 190 000	CMB	280 000
		Etat - France Relance	700 000
		Commune de Gouville-sur-mer	88 200
		Commune d'Agon-Coutainville	77 700
		Commune de Blainville-sur-mer	44 100
Total		1 190 000 € HT	

Cette modification n'entraîne pas de modification de l'engagement financier de la commune.

Ainsi, dans le cadre du marché de travaux pour les 3 lots rappelés ci-dessus, attribué pour la somme totale de 321 687,55€, dont 228 374,90 € HT pour les prestations objets du lot 1, la participation de la commune s'élève à 11 921,40 € HT.

La communauté de communes Coutances mer et bocage engagera dès l'été 2025, les travaux suivants au banc du Nord :

- confortement des ouvrages de protection existants (pieux hydrauliques) ;
- création de fascines en pied de cordon dunaire ; aménagement de casiers de ganivelles sur les zones dévégétalisées.

A cet effet, il convient que la commune de Blainville-sur-mer, compétente en la matière et titulaire d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) sur le Domaine Public Maritime (DPM), donne délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage à la communauté de communes Coutances mer et bocage.

Il est précisé que, dans le cadre de la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage à Coutances mer et bocage, la commune conserve la responsabilité juridique en tant que titulaire de l'AOT vis-à-vis de l'État, notamment en ce qui concerne le respect des prescriptions environnementales, administratives et réglementaires liées à l'occupation du DPM.

La communauté de communes, en qualité de maître d'ouvrage délégué, assumera la responsabilité technique, administrative et financière de la conduite des travaux, dans le respect des conditions fixées par l'AOT et sous couvert d'un suivi partenarial avec la commune.

La commune assurera, à l'issue des travaux, l'entretien courant des ouvrages réalisés sur le Domaine Public Maritime, en cohérence avec son statut de titulaire de l'AOT.

Vu les délibérations en date du 28 septembre 2021, et du 8 décembre 2022, validant la signature du PPA "Entre deux Havres" et autorisant le maire à engager démarches afférentes s'y rapportant ;

Vu le contrat de projet partenarial d'aménagement « Entre deux havres » signé le 26 octobre 2021 ;

Vu l'avenant au contrat de projet partenarial d'aménagement « Entre deux Havres » signé le 24 juillet 2023 ;

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 30 juin 2025

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser le maire à :

- déléguer temporairement la maîtrise d'ouvrage des opérations objets du lot 1 à Coutances mer et bocage ;
- signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage qui reprendra les conditions ci-dessus exposées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

approuve les propositions ci-dessus et charge le maire de l'accomplissement des formalités nécessaires.

VIII. Actualisation de la délibération relative à la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 1331-7 et suivants du code de la santé publique, dans sa version en vigueur à compter du 1er juillet 2012,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26/07/2012 relative à l'institution de la participation pour l'assainissement collectif (PAC),

Il est proposé au conseil municipal :

- d'annuler la délibération du 26/07/2012
- d'instaurer la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) particuliers et la PFAC « assimilés domestiques » (commerces, artisans et assimilés), sur le territoire de la commune de Blainville Sur Mer, à compter du 05 Juillet 2025
- d'indiquer que la PFAC et la PFAC « assimilés domestiques » sont dues par les propriétaires d'immeubles d'habitation et assimilables, dès lors que des eaux usées supplémentaires sont rejetées dans le réseau public de collecte des eaux usées
- d'indiquer que la PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte ancien ou nouveau, ou à la date d'achèvement de l'extension ou du réaménagement d'un immeuble déjà raccordé qui rejette des eaux usées supplémentaires
- d'instaurer la PFAC « assimilés domestiques » correspondant aux propriétaires d'immeubles et d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique, lorsque ces propriétaires demandent à bénéficier du droit de raccordement au réseau public de collecte prévu par l'article L1331-7-1 du code de la santé publique
- d'indiquer que la PFAC est exigible à la date du contrôle effectué par le service d'assainissement collectif, lorsqu'un tel contrôle a révélé l'existence d'un raccordement d'eaux usées provenant d'usages privé ou assimilables à un usage domestique, sans que le propriétaire de l'immeuble ou de l'établissement produisant ces eaux usées ait présenté antérieurement une demande de raccordement
- de valider les modalités de calcul de la PFAC suivantes :
 - lors du raccordement de la construction neuve ou assimilée domestique au réseau d'assainissement, le titulaire de l'autorisation d'urbanisme devra s'acquitter de la somme de **1 100 €** ;
 - lors de l'extension du réseau public d'assainissement pour les constructions existantes ou assimilées domestiques, le bénéficiaire devra s'acquitter de la somme de **1 100 €** ;
 - lors du raccordement d'une maison existante ou d'un établissement assimilé domestique ou dans le cadre d'une extension, le bénéficiaire devra s'acquitter de la somme de **1 100 €** ;
 - lors du contrôle effectué par le service d'assainissement collectif, lorsqu'un tel contrôle a révélé l'existence d'un raccordement d'eaux usées provenant d'usages privé ou assimilables à un usage domestique, sans que le propriétaire de l'immeuble ou de l'établissement produisant ces eaux usées ait présenté antérieurement une demande de raccordement : **1 100 €**
 - pour les logements collectifs, à partir de 2 logements : **1 100 € + 400 € par logement**
 - de préciser que la PFAC est payable dès réception de l'avis des sommes à payer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, valide ces propositions.

IX. Budget communal – virements de crédits DM2

Suite à une erreur dans les chiffres communiqués par le service de gestion comptable de Coutances lors de la préparation du budget primitif, Il est nécessaire d'augmenter le montant des crédits prévus à l'article 66111 (remboursement intérêts d'emprunts).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Vote les virements de crédits suivants sur le budget primitif communal :

dépenses de fonctionnement :

- compte 61521 – entretien de terrains : - 900€
- compte 66111 – intérêts des emprunts : + 900€

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 30 juin 2025

X. Questions diverses

1. Rezo Pouce – convention avec la communauté de communes Coutances mer et bocage (CMB)

Coutances mer et bocage, en sa qualité d'autorité organisatrice des mobilités (AOM), met en œuvre un nouveau service de covoiturage de proximité, complété d'un service de stop organisé : le Rezo Pouce. Ce dispositif prévoit la mise en place d'arrêts physiques matérialisés par une signalisation spécifique, ainsi que l'utilisation possible d'une interface interactive dédiée.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce service d'auto-stop sécurisé, 150 arrêts ont été identifiés sur l'ensemble de la CMB, en collaboration avec les communes et les agences techniques départementales, dont 5 sur le territoire de Blainville-sur-mer.

La plateforme numérique, la communication, la fourniture et la pose des panneaux sont financés par Coutances mer et bocage. Les municipalités ont à leur charge l'entretien des panneaux implantés sur leur commune et le soutien à l'animation du dispositif.

Afin d'encadrer les responsabilités des divers acteurs du dispositif, une convention de participation au réseau de mobilité Rezo Pouce entre chaque commune et Coutances mer et bocage est proposée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

autorise le maire à signer la convention Rezo Pouce avec la communauté de communes Coutances mer et bocage.

Il est précisé que certains arrêts nécessitent également l'autorisation de propriétaires privés.

Jacky VAYER informe le conseil municipal de l'autorisation donnée par le SDEM50 pour la pose des panneaux sur candélabres.

2. Sentier découverte du polder

Gérald LEMONNIER indique que le sentier de découverte est maintenant ouvert, même si tous les aménagements ne sont pas complètement terminés.

Les panneaux d'informations vont être mis en place par l'association Avril. Ils seront changés régulièrement pendant 2 ans pour renouveler les informations.

Gérald LEMONNIER indique que dans le cadre de ce projet, la commission jeunesse a reçu un prix « Challenge des Jeunes » par le Crédit Mutuel, d'un montant de 800€.

3. Informations diverses

- Réunion riverains rue d'Agon : une réunion a été organisée à la demande des riverains, avec l'ATD (agence technique départementale). Les riverains ont fait part de leurs souhaits concernant les aménagements de la voirie. Les avant-projets seront réalisés par l'ATD et présentés aux riverains. La décision finale reviendra au conseil municipal. Les travaux sont prévus fin 2026.

- Arrêt du projet de PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal) : Louis TEYSSIER indique que le projet a été arrêté par le conseil communautaire le 25 juin. Il appartient aux communes de délibérer dans les 3 mois à venir. Une réunion préalable sera organisée pour présenter le document au conseil municipal avant qu'il ne se prononce.

Il précise aussi que les sites d'atterrissage pour les relocalisations, dans le cadre du projet partenarial d'aménagement, ont été aussi validés par le conseil communautaire.

- Culture/Animation :

Valérie RENOUF indique que la fête de la musique s'est déroulée sans incident et que la manifestation a rencontré un franc succès.

- Aide à l'acquisition de vélos :

Gérald LEMONNIER et Louis TEYSSIER indiquent que CMB a validé l'aide pour l'achat de vélos. Cette aide sera plafonnée et dégressive en fonction des revenus.

- Divers :

- Valérie RENOUF informe le conseil qu'une réunion au sujet des aménagements de l'église (commissions culture et travaux) aura lieu le 17 juillet prochain.
- Concernant la salle du VTF, elle informe que le diagnostic a été présenté par le cabinet Quartier Libre, mandaté par l'EPF, dans le cadre de l'acquisition. Un avant-projet sommaire sera bientôt proposé à la collectivité.
- Louis TEYSSIER donne lecture, pour information, du courrier qui lui a été adressé par Michel BOIVIN et Charly SAUSSAYE, portant sur plusieurs interrogations sur l'évolution du budget communal. Il y apportera la réponse qu'il jugera adaptée.
- Gérald LEMONNIER soulève la question de la dangerosité pour la baignade à la plage de Gonnevill, côté sud. En effet, la canalisation d'alimentation en eau de mer est apparente, suite à la baisse du niveau du sable sur la plage et l'estran. Par mesure de sécurité, il est décidé d'interdire la baignade sur le périmètre concerné et de signaler par un panneau en haut de cale et par une ou plusieurs bouées.
- Françoise BILLON fait part des observations d'administrés sur l'entretien des espaces verts dans le quartier des Landelles. Il est rappelé que chaque habitant.e doit désherber devant sa propriété.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 20 heures 10.